

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE DU NORD-KIVU



**STRATEGIE DE MISE EN
ŒUVRE DU PLAN
NATIONAL DU NUMERIQUE**

INTRODUCTION GENERALE

A l'ère de la révolution industrielle, le numérique est devenu un levier incontournable de transformation sociale, économique et politique. Consciente de cette dynamique, la République Démocratique du Congo s'est engagée dans un ambitieux processus de modernisation à travers l'adoption en 2019, du ***Plan National du Numérique***.

Ce plan vise à faire du numérique un catalyseur de croissance inclusive, un outil d'amélioration de la gouvernance et un vecteur d'accès aux services essentiels pour l'ensemble de la population congolaise.

La province du Nord-Kivu, bien que confrontée à des défis complexes liés à l'insécurité, à la pauvreté et aux infrastructures insuffisantes, regorge de potentialités humaines et économiques qui peuvent être mobilisées dans une dynamique numérique. Son inscription dans la mise en œuvre du Plan National du Numérique constitue une opportunité stratégique pour impulser un développement durable, renforcer la cohésion sociale et améliorer les conditions de vie de ses citoyens.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent document, en proposant une **stratégie provinciale adaptée au contexte du Nord-Kivu**, laquelle est articulée autour d'une analyse précise de l'écosystème numérique local, de ses forces et faiblesses, ainsi que des priorités à territorialiser.

Cette démarche s'appuie sur un diagnostic bien fouillé, un alignement avec des orientations nationales, et présente une feuille de route concrète prenant en compte les réalités provinciales, les besoins des acteurs, ainsi que les opportunités d'innovation.

Le présent document est structuré en cinq chapitres qui exploreront successivement : Le cadre général et les enjeux du numérique au Nord-Kivu (**Chapitre I**) ; L'état des lieux de l'écosystème numérique dans la province (**Chapitre II**) ; L'articulation entre les objectifs nationaux et les actions locales (**Chapitre III**) ; La feuille de route stratégique à l'échelle provinciale (**Chapitre IV**) ; Les perspectives pour une mise en œuvre efficace et durable (**Chapitre V**).

Il ambitionne de servir à la fois d'outil d'aide à la décision, de guide pour une action concertée et de levier de mobilisation de l'ensemble des partenaires œuvrant pour un Nord-Kivu numérique, interconnecté et résilient.

Chapitre I : CADRE GENERAL ET ENJEUX DU NUMERIQUE AU NORD-KIVU

1.1. Contexte national de transformation numérique

Dans sa volonté de moderniser l'administration publique, de stimuler l'économie et favoriser l'inclusion sociale, la République Démocratique du Congo a adopté le **Plan National du Numérique**. Ce plan stratégique repose sur **quatre (4) piliers fondamentaux** qui structurent l'ambition numérique du pays :

- i. **Le développement des infrastructures**, visant à moderniser les réseaux de télécommunications et à étendre la couverture numérique sur l'ensemble du territoire national ;
- ii. **La promotion de contenus et d'usages applicatifs** adaptés aux besoins locaux, pour catalyser l'émergence de services numériques innovants dans les domaines clés tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, et la gouvernance ;
- iii. **La mise en place d'un cadre de gouvernance et de régulation** propre à garantir un environnement sécurisé, transparent et favorable au développement de l'économie numérique ;
- iv. **La transformation digitale des institutions**, avec pour objectif l'opérationnalisation intégrale des projets numériques.

Le **Plan National du Numérique** incarne ainsi **l'engagement de l'Etat congolais à entrer de manière résolue dans l'ère numérique**, en se dotant d'outils concrets pour améliorer la qualité des services publics, renforcer la transparence, et stimuler une croissance inclusive.

Dans cette dynamique nationale, la Province du Nord-Kivu s'inscrit pleinement comme « acteur territorial » clé de la transformation numérique. Malgré les défis structurels qu'elle rencontre ; notamment en matière de gouvernance administrative, d'accès aux données d'état civil, celles de la santé et de mobilisation des recettes publiques, la province initie progressivement des réformes numériques adaptées à ses réalités.

Parmi les actions remarquables, nous citons le **recensement numérisé de la population**, la **géolocalisation des données démographiques (en cours de réalisation dans les villes de Beni et Butembo)**, la **sécurisation des flux d'information inter institutionnels**, ainsi que la **constitution des bases de données centralisées des mouvements de populations**. Ces initiatives traduisent une volonté claire de modernisation, visant à réduire les lourdeurs bureaucratiques, à améliorer l'efficacité et l'efficience administrative, et à garantir une meilleure traçabilité des ressources publiques.

Ainsi, **la stratégie provinciale du Nord-Kivu s'aligne étroitement sur les objectifs du Plan National du Numérique**, tout en les territorialisant à travers des solutions concrètes, innovantes et inclusives, qui pourraient inspirer d'autres entités décentralisées dans le pays.

1.2. Spécificités socio-économiques du Nord-Kivu

La Province du Nord-Kivu, située dans la partie orientale de la République Démocratique du Congo, présente un profil socio-économique à la fois complexe et riche en potentialités. Avec une population estimée à plus de 7 millions d'habitants, elle est l'une des provinces les plus densément peuplées du pays. Cette concentration démographique s'accompagne d'une grande diversité ethnique, culturelle et linguistique, qui constitue à la fois une richesse sociale, de même qu'un défi en matière de cohésion et d'harmonisation des politiques publiques.

Sur le plan économique, le Nord-Kivu est doté de ressources naturelles considérables, spécialement dans le secteur minier (coltan, or, cassitérite), l'agriculture (café, cacao, maïs, pommes de terre), l'élevage, la pêche, ainsi qu'une diversité en faune et en flore dans les réserves naturelles et parcs nationaux. Toutefois, l'instabilité sécuritaire persistante dans certaines zones limite fortement l'exploitation équitable et durable de ces ressources naturelles.

En termes d'emploi, le secteur informel prédomine, tandis que l'accès à l'éducation, à la santé, à l'électricité, même à l'eau potable demeure inégal entre les milieux urbains, semi urbains et ruraux. Les infrastructures de communication, bien qu'en amélioration, restent insuffisamment déployées, notamment dans les milieux semi-urbains et ruraux.

Ce contexte, bien qu'empreint de fragilités, laisse entrevoir des opportunités de transformation, à condition que des politiques bien adaptées tirent profit du dynamisme démographique, de l'esprit entrepreneurial local, et surtout des aspirations croissantes des jeunes générations à intégrer l'économie du savoir.

1.3. Spécificités structurelles du Nord-Kivu à l'ère de la transformation numérique : défis et opportunités

L'entrée dans l'ère numérique offre au Nord-Kivu l'occasion de surmonter certaines de ses contraintes structurelles. Toutefois, cette transformation se heurte à plusieurs défis spécifiques.

Sur le plan infrastructurel, l'accès à l'électricité reste irrégulier dans une grande partie de la province, ce qui freine la connectivité numérique et l'usage des outils technologiques. Les réseaux Internet, concentrés dans les villes de Goma, Beni et Butembo, peinent encore à desservir efficacement les zones rurales, comme Lubero, Walikale, Rutshuru, Masisi, Nyiragongo et Beni-territoire.

Ensuite, le niveau de compétences numériques de la population, ainsi que celui des agents de l'administration publique est globalement faible, en raison de l'insuffisance d'une offre de formation structurée dans les domaines du numérique et de l'innovation. De plus, la fracture numérique entre les sexes, les tranches d'âge et les milieux sociaux crée parfois un risque d'exclusion (*numérique*).

Cependant, des opportunités majeures émergent. La jeunesse active, curieuse, engagée et connectée, offre une base exceptionnelle pour promouvoir l'adoption rapide des outils numériques dans les services administratifs, l'éducation, la santé ou encore l'agro-business. Plusieurs initiatives locales (bien que dans une phase expérimentale) témoignent d'une volonté de s'approprier le numérique pour répondre à des problématiques concrètes : plateformes de sensibilisation à la paix, applications de recensement communautaire, santé maternelle, éducation formelle, digitalisation d'actes d'état civil (naissance, mariage, décès...), fiscalité.

Ainsi, le numérique se présente-t-il comme un accélérateur potentiel de développement local, inscrit dans une stratégie provinciale qui tienne compte des réalités du terrain, et bénéficiant de l'accompagnement des autorités compétentes, tout en s'alignant sur les objectifs nationaux.

1.4. Du potentiel technologique à l'impact territorial : enjeux numériques pour le développement provincial

La transition numérique offre au Nord-Kivu une opportunité historique, celle d'une décennie décisive pour repenser son modèle de développement et combler des écarts structurels profonds. Loin de se limiter à une question d'infrastructures technologiques, le numérique se présente comme un vecteur transversal de transformation institutionnelle, économique et sociale.

La création de la Cellule Provinciale de Développement du Numérique et d'Archives au Nord-Kivu, marque un tournant décisif. Grâce à son expertise, cette cellule facilite, non seulement la modernisation des services de l'état civil, mais aussi une meilleure maîtrise des données fiscales et démographiques, condition sine qua non pour une gouvernance efficace et équitable.

Compte tenu de ces avancées, le Nord-Kivu se dote des bases solides pour bâtir une économie plus inclusive, renforcer la transparence administrative et garantir aux citoyens une reconnaissance juridique et sociale. Cette décennie numérique est donc bien plus qu'un virage technologique, c'est un moment de souveraineté retrouvée, de justice territoriale et de projection collective vers un avenir maîtrisé.

- ***Sur le plan de la gouvernance***, la digitalisation des services publics provinciaux ouvre la voie à une administration plus efficace, transparente et accessible. La gestion électronique de l'état civil, la dématérialisation des procédures fiscales ou encore la numérisation des archives administratives permettent une meilleure traçabilité de l'information, une réduction du coulage des recettes, et un renforcement de la confiance entre les citoyens et l'Etat.
- ***Dans le secteur économique***, le numérique va jouer un rôle catalyseur dans l'inclusion financière, l'entrepreneuriat local et la rentabilisation des chaînes de valeur. Le développement des plateformes de e-commerce (commerce en ligne, par exemple), l'accès aux services bancaires via mobile money, sont autant de leviers pour stimuler la productivité locale, même dans les zones reculées.
- ***Sur le plan social et éducatif***, la généralisation des outils numériques contribuera à favoriser l'accès à l'éducation, à la santé et à la formation professionnelle.

Dans un contexte où certaines infrastructures physiques sont souvent défaillantes, le numérique créera des passerelles pour atteindre les populations vulnérables, renforcer les capacités locales et soutenir l'égalité des chances.

Cependant, pour que ce potentiel se traduise en impact réel, nous pensons qu'il est indispensable d'adopter **une stratégie provinciale cohérente et inclusive**, qui tienne compte :

- Des disparités d'accès à l'énergie et à Internet ;
- Du besoin en formation et en alphabétisation numérique ;
- De la sécurisation des données et de la lutte contre la cybercriminalité.

Ainsi, **le numérique ne constitue pas une finalité en soi, mais un puissant outil de territorialisation des politiques publiques**, pourvu qu'il soit intégré dans une vision de développement durable, portée par des institutions engagées, des partenariats solides, et une mobilisation citoyenne active.

Chapitre II : DIAGNOSTIC DE L'ECOSYSTEME NUMERIQUE AU NORD-KIVU

2.1. Infrastructures numériques existantes : connectivité, énergie, équipements

Le développement du numérique repose en grande partie sur l'existence d'infrastructures fiables, accessibles et adaptées. Dans le contexte du Nord-Kivu, les infrastructures numériques sont encore à un stade élémentaire, bien qu'en évolution progressive grâce aux efforts conjugués par le gouvernement provincial, ses partenaires, ainsi que l'apport substantiel du secteur privé et de la société civile, dans une certaine mesure.

▪ *Connectivité internet*

Les principales villes de la province dont Goma, Butembo et Beni, bénéficient aujourd'hui d'un accès à Internet via la fibre optique (notamment grâce à la dorsale nationale WACS/Liquide Telecom) et les réseaux mobiles (3G/4G). Plusieurs fournisseurs tels qu'Airtel, Orange, Africell, Vodacom, Canalbox et Starlink opèrent dans cette partie, mais leur couverture reste parfois relative et limitée, surtout dans les territoires éloignés des villes. La faiblesse du débit, les coûts élevés, suivis de la fréquence des interruptions limitent souvent l'usage régulier du numérique, tant dans l'administration que dans les ménages.

▪ *Energie électrique*

Le déficit énergétique constitue un goulot d'étranglement majeur. Le Nord-Kivu ne dispose pas encore d'une couverture énergétique suffisante pour soutenir massivement les technologies numériques. Seules les grandes agglomérations bénéficient d'un accès proportionnel à l'électricité, souvent assuré par des mini-centrales hydroélectriques locales (comme à Matebe et Rwanguba/Rutshuru, Mutwanga et Kyondo/Beni, Ivingu, et Taliha/Lubero...), ou des solutions solaires ponctuelles à faible intensité. Cela freine l'installation durable des équipements numériques, en particulier dans les écoles, hôpitaux et bâtiments administratifs.

▪ *Equipements technologiques*

Au sein de l'administration provinciale, l'équipement informatique provinciale reste limité : peu de structures sont dotées de systèmes informatiques performants, de serveurs sécurisés ou de réseaux locaux interconnectés. De nombreux services fonctionnent encore en mode papier, avec un accès restreint aux ordinateurs et à internet. Toutefois, certaines initiatives pilotes, soutenues par des partenaires bilatéraux et multilatéraux ou des programmes nationaux, permettent l'installation de postes informatisés dans les divisions provinciales (état civil, santé, éducation, finances) avec une perspective de migration vers des solutions numériques intégrées.

En résumé, bien que des avancées soient observées dans certaines zones urbaines, les infrastructures numériques au Nord-Kivu demeurent fragmentées, insuffisantes et diversement réparties. La transformation numérique durable nécessitera **-à coup sûr-** un

investissement stratégique dans la connectivité, l'énergie et les équipements de base, en particulier dans les territoires les plus isolés.

2.2. Compétences humaines et éducation numérique

La réussite d'une stratégie numérique ne repose pas uniquement sur les infrastructures technologiques, mais bien plus sur le capital humain qui constitue un levier fondamental de transformation. Dans la province du Nord-Kivu, le déficit en compétences numériques représente un défi majeur, mais également une opportunité de relance éducative et d'innovation locale.

▪ Niveau général d'attachement à la littérature numérique

Une large partie de la population – notamment en milieu rural – reste peu attachée aux outils numériques, en raison d'un faible taux de scolarisation, d'un accès limité à l'électricité, ou encore du manque d'appareils connectés. La majorité des habitants n'a pas encore acquis les compétences de base comme l'usage d'un ordinateur, la navigation internet ou la manipulation des outils bureautiques. Cette fracture numérique entrave parfois l'inclusion sociale et limite l'accès aux services digitaux, même lorsque ceux-ci sont disponibles.

▪ Système éducatif et formation professionnelle

L'enseignement des TIC dans les établissements scolaires est encore restreint. Peu de programmes structurés existent pour former les élèves et étudiants aux métiers du numérique, qu'il s'agisse de la programmation, de la cyber sécurité, de la gestion de données ou de l'animation numérique. Par ailleurs, certains enseignants manquent souvent de formation adaptée dans ce domaine. Le besoin de réformer les parcours, d'équiper les écoles et de renforcer les capacités pédagogiques est criant. Cependant, des signes positifs émergent, portés notamment par :

- Des initiatives de formations ponctuelles offertes par des partenaires et incubateurs locaux ;
- L'implantation de centres communautaires TIC dans certaines villes ; le développement de **plateformes** accessibles via mobile.

▪ Capital jeunesse

Selon certaines statistiques consultées sur Internet, près de 60 % de la population du Nord-Kivu a moins de 35 ans, ce qui constitue un avantage démographique que le numérique peut convertir en valeur ajoutée. Cette jeunesse, avide de savoir et familiarisée avec les réseaux sociaux, représente un soubassement d'innovateurs potentiels. De ce fait, il est donc crucial de canaliser cette énergie vers l'acquisition de compétences utiles, la créativité digitale, et l'entrepreneuriat technologique.

▪ *Vers une stratégie provinciale d’alphabétisation numérique*

La mise en œuvre du Plan National du Numérique dans le contexte du Nord-Kivu doit nécessairement intégrer une composante éducative forte, incluant :

- Des programmes de formation continue pour les agents publics ;
- L’alphabétisation numérique des adultes, notamment en milieu rural ;
- Le **déploiement de modules de sensibilisation communautaire** au numérique.

Pour ce faire, le développement des compétences humaines est un préalable incontournable à la réussite numérique provinciale. Il exige des politiques volontaristes, des partenariats solides, de même que des mécanismes d’accompagnement adaptés au terrain.

2.3. Acteurs clés : institutions publiques, secteur privé, monde universitaire, société civile

La réussite de la transformation numérique au Nord-Kivu repose sur une gouvernance inclusive et la mobilisation concertée de l’ensemble des parties prenantes. Chaque acteur joue un rôle déterminant et complémentaire au sein de l’écosystème numérique provincial.

- **Les institutions publiques** assurent l’orientation stratégique, la mise en place de politiques incitatives, le renforcement du cadre juridique ainsi que la coordination multisectorielle. En dotant le territoire de structures dédiées, en promouvant l’administration électronique et en facilitant l’investissement dans les infrastructures numériques, elles ouvrent la voie à un environnement numérique propice.
- **Le secteur privé**, moteur de l’innovation et de l’investissement, stimule le développement de solutions technologiques adaptées, favorise l’entrepreneuriat numérique et crée des opportunités d’emploi, notamment pour les jeunes. Son partenariat avec les pouvoirs publics contribue à la montée en puissance de services numériques accessibles et compétitifs.
- **Le monde universitaire** joue un rôle transversal, car il forme des compétences locales de haut niveau, en produisant des connaissances adaptées aux réalités locales et en soutenant la recherche appliquée. Dans le contexte du Nord-Kivu, les institutions universitaires peuvent devenir des incubateurs d’innovation, de veille technologique et de réflexion stratégique, au service du développement durable. En tant que moteur de production de connaissances, d’innovation et de recherche appliquée, il joue un rôle transversal dans la formation de compétences locales, l’accompagnement scientifique des politiques publiques, et le développement de solutions technologiques adaptées au contexte régional. A titre d’exemple, au Nord-Kivu, les universités peuvent contribuer à :
 - La formation de profils techniques spécialisés : développeurs, analystes de données, ingénieurs réseau ;
 - La production de données locales fiables pour l’aide à la décision ;
 - L’expérimentation de projets pilotes numériques : e-santé, e-éducation, cartographie territoriale et participative, etc. ;
 - La sensibilisation à l’éthique et à la cyber sécurité dans l’usage du numérique.

- **La société civile**, agit comme relais de proximité, catalyseur de la demande citoyenne et garant de l'inclusion numérique. Elle contribue efficacement à sensibiliser les communautés aux usages du numérique, à défendre les droits dans l'espace numérique, et à encourager des pratiques éthiques et responsables.

Au Nord-Kivu, les organisations de la société civile, les universités, les confessions religieuses, ainsi que les associations de jeunes et de femmes jouent un rôle majeur dans l'appropriation citoyenne du numérique. Elles interviennent, entre autres, dans la formation de base, la sensibilisation aux droits numériques, l'éducation à la cyber sécurité et la vulgarisation des outils digitaux.

Certaines organisations locales de la société civile (OSC) ont également développé des plateformes numériques communautaires pour le plaidoyer, la paix ou la transparence budgétaire. Favoriser leur implication dans la stratégie provinciale permet de garantir une approche inclusive axée sur le dialogue, sensible aux réalités du terrain, et soucieuse de l'équité sociale et territoriale.

Ce dialogue interinstitutionnel : entreprises, universités et société civile constitue la clé d'un écosystème numérique résilient, inclusif et durable, à même de concrétiser les ambitions du Plan National du Numérique au Nord-Kivu.

Cependant, un déficit de coordination inter institutionnelle, des moyens logistiques limités et un manque de cadres formés freinent l'efficacité de ces actions. Pour cela, nous allons œuvrer au renforcement de la gouvernance numérique locale, par une meilleure organisation interne, la décentralisation fonctionnelle et le développement de compétences publiques spécifiques.

2.4. Freins et défis actuels : fractures numériques, cyber sécurité, accès

Malgré une volonté croissante de modernisation numérique, la Province du Nord-Kivu est confrontée à des contraintes majeures qui freinent l'opérationnalisation effective de sa stratégie digitale. Ces obstacles ne relèvent pas uniquement des infrastructures matérielles, mais touchent également aux inégalités sociales, aux risques sécuritaires numériques et à la gouvernance des accès.

- ***Fractures numériques territoriales et sociales***

La fracture numérique demeure l'un des principaux défis de la province. Elle se manifeste à plusieurs niveaux :

- Géographique, avec une nette disparité entre les zones urbaines relativement connectées et les milieux semi-urbains et ruraux parfois en marge du réseau numérique ;
- Socio-économique, en raison du coût élevé des appareils électroniques, de la connexion internet et de l'électricité, qui rend l'accès difficile au numérique pour les ménages à faibles revenus ;
- **Educatif et générationnel.** Les jeunes urbains étant plus attachés aux technologies que les populations âgées ou rurales.

Cette fracture limite l'accès équitable à l'information, freine la participation citoyenne et aggrave les inégalités existantes.

- ***Cyber sécurité et protection des données***

En dépit du bénéfice qu'il apporte, le développement du numérique peut, dans une certaine mesure, exposer la province aux risques liés à la cyber sécurité. L'absence d'un cadre provincial clair en matière de protection des données personnelles, de prévention des cyberattaques ou de lutte contre les fausses informations, rend les institutions vulnérables. Les utilisateurs, qu'ils soient individuels ou organisationnels, manquent souvent de sensibilisation sur les bonnes pratiques numériques : mots de passe sécurisés, sauvegarde de données, usage des réseaux publics, etc.

En plus, la gestion électronique de l'état civil, des finances ou de la santé implique la collecte de données sensibles à caractère personnel.

- ***Accès aux services et technologies numériques***

L'accès aux outils numériques de certains services publics provinciaux "***digitalisés***" pose problème pour ceux qui ne possèdent ni smartphone, ni connexion stable. Aussi, certaines interfaces numériques, peu adaptées aux réalités linguistiques et culturelles locales, créent-elles des barrières supplémentaires à l'appropriation citoyenne.

Ces défis soulignent l'obligation d'une approche holistique, qui combine le déploiement d'infrastructures, renforcement des compétences, la mise en place de mécanismes de protection numérique ainsi que des politiques d'inclusion. A cet effet, l'appropriation du numérique ne pourra être durable que si elle est soutenue par une volonté politique forte, des partenariats actifs et une prise en compte des vulnérabilités spécifiques à chaque territoire du Nord-Kivu.

Chapitre III : ALIGNEMENT STRATEGIQUE AVEC LE PLAN NATIONAL DU NUMERIQUE (PNN)

3.1. Objectifs du PNN

Le *Plan National du Numérique* a été conçu comme un cadre directeur pour propulser la République Démocratique du Congo dans l'économie numérique mondiale. Il répond à la nécessité d'une transformation systémique des services publics, de la gouvernance, et du tissu socio-économique national, avec pour ambition centrale de **faire du numérique un moteur de croissance inclusive et de modernisation de l'Etat**.

Les objectifs du PNN s'articulent autour des axes suivants :

- ✚ **Moderniser les infrastructures numériques**, à travers le déploiement d'un réseau haut débit (fibre optique, data centers, antennes relais) afin d'assurer une connectivité fiable et couvrant l'ensemble du territoire, y compris les zones enclavées ;
- ✚ **Stimuler la création de contenus et d'usages locaux pertinents**, en soutenant le développement d'applications et de plateformes répondant aux besoins spécifiques des citoyens (services publics, agriculture, santé, éducation, etc.) ;
- ✚ **Renforcer la gouvernance numérique**, via l'élaboration de politiques réglementaires encadrant la protection des données, la cyber sécurité, les transactions électroniques et la souveraineté technologique du pays ;
- ✚ **Accélérer la transformation digitale de l'administration publique**, avec l'objectif affiché d'atteindre un taux d'opérationnalisation de 100 % des projets numériques prioritaires d'ici 2025. Cela inclut la numérisation des procédures administratives, l'état civil, la fiscalité, et la gestion documentaire ;
- ✚ **Favoriser l'inclusion numérique**, en réduisant les fractures d'accès liées au genre, à la situation géographique, à l'âge ou au niveau d'instruction.

Bref, le PNN vise à instaurer une *économie numérique congolaise résiliente, souveraine et inclusive*, capable de générer des emplois, d'améliorer la qualité des services publics et de repositionner le pays dans les chaînes de valeur numériques régionales et mondiales.

3.2. Mesures prioritaires à territorialiser au Nord-Kivu

L'opérationnalisation du Plan National du Numérique dans la province du Nord-Kivu nécessite une déclinaison territoriale des grandes orientations nationales, adaptée aux défis locaux, aux capacités institutionnelles et aux aspirations des populations.

Plusieurs mesures prioritaires s'imposent pour inscrire durablement le numérique dans les dynamiques de développement provincial.

a. Renforcement de la connectivité dans les zones enclavées

- Déploiement de points d'accès Internet communautaires dans les territoires et groupements isolés ;
- Installation d'antennes relais supplémentaires en partenariat avec les opérateurs privés ;
- Soutien aux mini-projets solaires pour alimenter les sites numériques critiques.

b. Digitalisation progressive des services publics de base

- Informatisation des services d'état civil et des registres dynamiques de la population ;
- Mise en place de plateformes de gestion scolaire, de suivi sanitaire et de collecte fiscale ;
- Simplification des procédures administratives à travers des portails provinciaux (guichet numérique).

c. Développement d'un programme de formation numérique inclusif

- Lancement de sessions d'alphabétisation numérique pour les agents publics, les groupements féminins, la jeunesse et les populations rurales ;
- Intégration des TIC dans les programmes scolaires et appui aux écoles pilotes numériques ;
- Création d'un « label numérique provincial » pour certifier les compétences locales en développement web, maintenance informatique ou cyber sécurité.

d. Structuration de l'écosystème d'innovation locale

- Appui à la création d'incubateurs de startups ;
- Encouragement à l'émergence d'applications locales dans les domaines de l'agriculture, du commerce, de la santé et de la sécurité communautaire ;
- Mise en réseau des jeunes développeurs, centres de formation et structures d'appui à l'entrepreneuriat.

e. Sécurisation des données et réglementation provinciale

- Elaboration d'une stratégie locale de cyber sécurité et de gestion des données sensibles ;
- Accompagnement de la Cellule Provinciale du Numérique pour piloter, suivre et évaluer les projets numériques ;
- Adoption d'orientations normatives sur la protection des données personnelles au niveau provincial.

En un mot, la territorialisation du PNN au Nord-Kivu suppose un ancrage concret dans les réalités du terrain, une mobilisation multi-acteurs, et une gouvernance inclusive. Il ne s'agit pas simplement de copier un schéma national, mais de mettre en œuvre un numérique au service de la population locale, à la fois fonctionnel, équitable et résilient.

3.3. Principes d'adaptation locale : inclusion, résilience, durabilité

a. Inclusion

Elle vise à garantir que toutes les catégories sociales participent équitablement aux processus d'adaptation. Cela implique :

- L'intégration des personnes marginalisées ou laissées pour compte, notamment les femmes, les jeunes, les personnes vivant avec handicap et les peuples autochtones ;
- La mise en place de mécanismes participatifs pour la co-crédation des stratégies d'adaptation ;
- Le renforcement des capacités locales pour favoriser l'appropriation et l'action à la base.

Une adaptation inclusive reconnaît la diversité des vulnérabilités et mobilise les savoirs locaux comme leviers de transformation.

b. Résilience

Fait allusion à la capacité des communautés à anticiper, absorber, s'adapter et se relever des chocs climatiques ou sociaux. Pour cela, nous allons miser sur :

- Le renforcement des systèmes de gouvernance locale ;
- L'anticipation des risques grâce à des dispositifs d'alerte précoce et des plans communautaires ;
- La diversification des moyens de subsistance et des systèmes de production.

La résilience est autant psychologique que structurelle ; elle réside dans les liens sociaux autant que dans les infrastructures.

c. Durabilité

Ce principe assure que les actions entreprises aujourd'hui préservent les ressources et les capacités pour les générations futures. Il s'appuie sur :

- L'économie circulaire et les pratiques écologiquement responsables ;
- La cohérence intersectorielle des politiques locales ;
- Une vision à long terme ancrée dans les priorités locales et les savoirs endogènes.

La durabilité, c'est l'articulation entre ambitions environnementales, équité sociale et viabilité économique.

Chapitre IV : FEUILLE DE ROUTE PROVINCIALE DE MISE EN ŒUVRE

4.1. Vision et axes stratégiques du plan provincial

a. Vision

Faire du Nord-Kivu une province résiliente, inclusive et innovante, où la transformation numérique accélère l'adaptation locale aux défis climatiques et socio-économiques

Cette vision place le numérique au cœur de la planification territoriale, en tant que levier transversal de transformation, d'équité et de durabilité.

b. Axes stratégiques

◆ 1 : Gouvernance numérique participative

- Mise en place de plateformes numériques citoyennes pour le suivi des politiques climatiques ;
- Numérisation des données communautaires et territoriales pour une prise de décision fondée sur les preuves ;
- Renforcement des capacités numériques des acteurs locaux (autorités coutumières, société civile, jeunes, femmes).

◆ 2 : Transition écologique intelligente

- Promotion de l'agriculture de précision adaptée aux conditions locales ;
- Accès à des services d'information climatique par téléphone mobile et radios communautaires connectées ;
- Valorisation numérique des savoirs locaux et pratiques agros écologiques.

◆ 3 : Inclusion et entrepreneuriat numérique

- Encouragement à l'entrepreneuriat local dans les énergies renouvelables, l'économie circulaire et les services verts numériques ;
- Mise en réseau des incubateurs et initiatives des jeunes innovateurs ;
- Accès équitable aux outils et infrastructures numériques dans les zones rurales.

◆ 4 : Résilience territoriale augmentée par la technologie

- Systèmes communautaires numériques d'alerte précoce et cartographie territoriale et participative des risques ;
- Suivi en temps réel des infrastructures et services sociaux via des outils open source ;
- Développement d'applications locales pour l'adaptation, par et pour les communautés.

4.2. Programmes d'actions sectorielles

♦ 1. Administration numérique (e-gouvernement)

- Digitalisation des services administratifs : mise en ligne de formulaires d'état civil, certificats fonciers, permis environnementaux, fichiers numériques et digitalisés des services administratifs de la province et des ETDs, etc. ;
- Registre numérique des contribuables et entités locales pour améliorer la fiscalité locale ;
- Création d'un guichet unique électronique provincial ;

Objectif : améliorer l'efficacité, la transparence et la proximité des services publics

♦ 2. Education numérique

- Ecoles numériques rurales : équipements solaires, tablettes, contenus éducatifs interactifs adaptés aux langues locales ;
- Plateformes d'apprentissage à distance accessibles hors ligne (via USB, radio, messageries) ;
- Formation des enseignants au numérique et au codage des informations essentielles ;
- Inclusion de modules sur l'adaptation climatique et la citoyenneté numérique dans les processus/parcours.

Objectif : démocratiser le savoir et former une génération prête pour l'économie numérique et résiliente

♦ 3. Santé numérique (e-santé)

- Télémédecine communautaire pour le suivi des maladies chroniques et la santé maternelle ;
- Dossiers médicaux numériques interopérables entre structures de santé ;
- Développement d'applications mobiles de sensibilisation et de prévention (vaccination, santé mentale, nutrition, santé maternelle) ;
- Systèmes de collecte et d'analyse de données sanitaires pour anticiper les épidémies.

Objectif : améliorer l'accès aux soins de qualité, même dans les zones enclavées

♦ 4. Economie digitale et entrepreneuriat technologique

- Centres locaux d'innovation et laboratoires numériques pour jeunes développeurs, artisans, etc. ;
- Micro-crédits numériques pour startups vertes et inclusives ;
- Marchés électroniques pour valoriser les produits agricoles et artisanaux locaux ;
- Formation professionnelle dans les métiers du numérique (design, cyber sécurité, maintenance).

Objectif : stimuler l'emploi et favoriser une croissance économique durable tirée par les TIC

◆ 5. Gouvernance et cyber sécurité numérique

- Adoption d'une charte provinciale de gouvernance numérique inclusive ;
- Renforcement des capacités des autorités et des OSC sur la protection des données personnelles ;
- Mise en place d'un centre de coordination de la cyber sécurité (veille, alerte, riposte) ;
- Intégration du budget numérique dans les plans d'investissement provinciaux.

Objectif : instaurer un écosystème numérique sûr, éthique et collaboratif.

4.3. Mobilisation des ressources : partenariats public-privé, coopération, budget provincial

La mise en œuvre efficace du plan provincial nécessite une mobilisation stratégique, diversifiée et pérenne des ressources. Trois leviers sont à considérer :

◆ Partenariats public-privé (PPP)

- Co-construction de projets structurants avec le secteur privé (agriculture intelligente, énergie verte, infrastructures numériques) ;
- Mise en place d'incitations fiscales et réglementaires pour attirer l'investissement responsable ;
- Développement de contrats de performance pour la gestion déléguée de certains services numériques.

Les PPP permettent de combiner expertise, innovation, efficacité et efficience du privé avec l'intérêt général porté par le public, pourvu que cela se passe en toute transparence.

◆ Coopération bilatérale, multilatérale et décentralisée

- Alignement avec les priorités des bailleurs internationaux (UNHCR, NRC, UNICEF, etc.) et intégration du plan provincial du numérique dans le cadre de coopération ;
- Jumelages numériques interprovinciaux ou avec des villes étrangères, villes intelligentes, open data ;
- Accès aux fonds thématiques globaux : climat, numérique pour le développement, éducation, santé, entrepreneuriat.

◆ Budget provincial et financements endogènes

- Ancrage budgétaire annuel des programmes numériques dans la loi provinciale des finances ;
- Optimisation de la mobilisation des recettes internes grâce aux TIC ;
- Promotion d'épargnes locales solidaires et coopératives numériques.

La souveraineté numérique commence par une volonté politique forte de financer sa propre transformation.

4.4. Suivi-évaluation et indicateurs de performance

La réussite du plan repose sur un dispositif transparent de pilotage, capable de mesurer les progrès, d'ajuster les actions et de rendre compte aux citoyens.

- ◆ Mécanisme de suivi-évaluation
 - Mise en place d'un Observatoire provincial du numérique et de l'adaptation ;
 - Tableaux de bord numériques en open data accessibles à tous les citoyens ;
 - Revues annuelles participatives avec les OSC, autorités locales et jeunes innovateurs.
- ◆ Indicateurs clés de performance

Administration numérique

- Taux de dématérialisation des services administratifs essentiels ;
- Délai moyen de traitement des demandes en ligne.

Education numérique

- Nombre d'écoles connectées et taux d'utilisation des ressources numériques ;
- Pourcentage d'élèves et enseignants formés au numérique.

Santé numérique

- Taux de couverture des services de santé intégrée au numérique ;
- Réduction des délais de remontée des données épidémiologiques.

Economie digitale

- Nombre de startups numériques identifiées et accompagnées ;
- Volume des transactions sur les plateformes locales en ligne.

Gouvernance numérique

- Taux de publication proactive des données publiques ;
- Nombre d'incidents cyber sécuritaires détectés et résolus.

Un bon indicateur est compréhensible, mesurable et utile pour apprendre – pas seulement pour contrôler.

Objectifs du dispositif de suivi-évaluation

- Assurer une traçabilité et une redevabilité des actions menées ;
- Mesurer les progrès par rapport aux cibles fixées ;
- Favoriser l'apprentissage institutionnel et l'amélioration continue ;
- Renforcer la transparence vis-à-vis des citoyens et des partenaires.

♦ Architecture du système de suivi-évaluation

Composante	Description adaptée au contexte du Nord-Kivu
Instance de pilotage	<i>Observatoire provincial du numérique et de l'adaptation</i> : un cadre inclusif réunissant les institutions publiques, les OSC locales, les jeunes, les femmes leaders et les acteurs du secteur privé. Il veille à l'alignement des actions avec les priorités locales et à une gouvernance partagée.
Outils	Tableaux de bord interactifs adaptés aux données locales, rapports trimestriels illustrés, évaluations participatives menées avec les communautés, et un système d'information basé sur des technologies accessibles (y compris mobiles).
Fréquence	Suivi mensuel régulier par les équipes techniques provinciales ; bilans collaboratifs deux fois par an avec les parties prenantes locales ; évaluation annuelle confiée à une entité externe, afin de garantir l'impartialité et l'apprentissage collectif.
Transparence	Données rendues publiques en <i>open data</i> ; diffusion simplifiée des résultats via les radios communautaires, réunions villageoises, visuels en langues locales, et plateformes numériques locales. Objectif : informer, responsabiliser et renforcer la confiance des parties prenantes.

Tableau 1 : Architecture du système de suivi-évaluation

Chapitre V : PERSPECTIVES POUR UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE ET DURABLE DU PLAN PROVINCIAL DU NUMERIQUE

5.1. Engagements institutionnels durables

❖ Renforcement de l'appropriation politique locale

- Intégration du plan provincial dans les documents stratégiques officiels (Plan de Développement Provincial, Budget annuel, PDL) ;
- Responsabilisation du Secrétariat Provincial pour le suivi de la mise en œuvre du plan provincial ; (Gouvernement Provincial, de la société civile, du secteur privé, ainsi que des partenaires...).

L'engagement politique durable repose sur la continuité au-delà des mandats et des cycles électoraux.

❖ Pérennisation des capacités techniques

- Institutionnalisation de pôles d'expertise numérique au sein des coordinations provinciales clés (numérique, éducation, santé, environnement) ;
- Intégration des compétences numériques et d'adaptation dans les programmes de formation de la fonction publique provinciale ;
- Mécanismes de transfert intergénérationnel de compétences entre jeunes innovateurs, agents publics et communautés.

❖ Stabilisation juridique et réglementaire

- Elaboration de textes législatifs provinciaux spécifiques sur le numérique, les données ouvertes, la cyber sécurité et la transition verte ;
- Harmonisation des cadres juridiques provinciaux et nationaux pour garantir la cohérence et la sécurité des investissements ;
- Mise en place d'un registre légal des innovations et partenariats public-privé numériques.

La durabilité institutionnelle passe par des fondations normatives solides, partagées et évolutives.

5.2. Renforcement des capacités et sensibilisation citoyenne

✓ Développement des compétences locales

- Formations ciblées pour les agents publics, OSC, enseignants, professionnels de santé et jeunes entrepreneurs sur les outils numériques et les enjeux d'adaptation ;
- Création de centres d'apprentissage communautaires numériques (laboratoires provinciaux) pour l'expérimentation technologique locale ;
- Appui à l'élaboration de curricula locaux adaptés, intégrant les défis environnementaux, la citoyenneté numérique et les compétences du 21^e siècle.

✓ Campagnes de sensibilisation citoyenne

- Lancement de programmes de communication grand public multilingues, via radios locales, SMS, théâtre populaire et bandes dessinées numériques ;
- Journées provinciales de la culture numérique, avec concours, et valorisation des talents autochtones ;
- Mise en œuvre de programmes éducatifs inclusifs en milieux scolaires autour de l'éthique numérique, la lutte contre la désinformation et la préservation de l'environnement.

Un citoyen informé et formé est un acteur de changement, pas un simple bénéficiaire.

5.3. Perspectives d'un Nord-Kivu connecté, inclusif et innovant

Le Nord-Kivu peut se positionner comme un leader régional de l'innovation inclusive en contexte fragile, en capitalisant sur :

◇ Une jeunesse créative et numérique

- Soutien à l'émergence d'un **écosystème** d'innovation sociale et technologique porté par les jeunes ;
- Encouragement à la création de solutions locales par les communautés elles-mêmes.

◇ Une gouvernance ouverte et collaborative

- Adoption de principes d'open data, de redevabilité numérique et de participation citoyenne dans la gestion publique ;
- Elaboration d'un modèle provincial d'innovation territoriale, ancré dans les réalités locales.

♦ **Une diplomatie numérique territoriale**

- Positionnement du Nord-Kivu dans les réseaux internationaux de territoires intelligents, durables et solidaires ;
- Accès à des fonds d'innovation, à des partenariats technologiques et à des coalitions pour une justice d'équité numérique.

Une province connectée n'est pas seulement dotée d'Internet, c'est une province qui relie ses communautés, ses savoirs et ses aspirations à l'avenir.

CONCLUSION GENERALE

Ce plan stratégique dessine les contours d'un Nord-Kivu audacieux et visionnaire, un territoire où la résilience puise sa force dans les savoirs locaux, où l'innovation numérique agit comme levier de justice sociale, et où chaque citoyen devient auteur, moteur, et surtout acteur de la transformation collective.

Dans un contexte encore marqué par des défis structurels et des inégalités persistantes, cette feuille de route provinciale se distingue par sa cohérence, son enracinement communautaire et sa transversalité. Elle porte une ambition claire ; celle de démontrer que le développement durable n'a de sens que s'il est ancré dans les réalités locales, guidé par une participation inclusive et propulsé par la connectivité.

A l'image du Projet « *Nashiriki kwa masikilizano* », entendez : « *je participe à la réconciliation* », initié à Beni pour cultiver la paix à travers la participation citoyenne, le Nord-Kivu incarne cette capacité unique à transformer ses défis en semences d'avenir. Par des engagements publics forts, des programmes sectoriels novateurs et une gouvernance ouverte, adaptative et centrée sur les résultats tangibles, la province se dote des outils nécessaires pour les convertir en opportunités. Ici, les jeunes réalisent des micro-projets dans le cadre de l'entrepreneuriat, avec l'accompagnement des groupements féminins pour que nos milieux de vie se connectent et forment un « *village planétaire* ».

Contrairement aux modèles classiques souvent centralisés et rigides, cette participation active a produit, sans nul doute, des effets mesurables et partagés, symbolisant l'ancrage auquel le développement du Nord-Kivu s'inscrit dans un souffle plus large, celui d'un territoire qui affirme sa souveraineté numérique, sociale et environnementale.

Et comme le disait Cheikh Anta Diop: « *Le développement d'un peuple passe par la conquête de sa mémoire* ». Dans ce cadre, la transformation numérique et le développement durable ne sont plus de promesses abstraites, mais des réalités énergiques vécues, précisément dans les évidences quotidiennes du Nord-Kivu.

Ce document n'est pas qu'une feuille de route, mais bien plus un manifeste d'espoir, une invitation au courage collectif, un appel vibrant à bâtir une province plus juste, et plus libre. Une province où la technologie devient un droit fondamental, et d'adaptation, un acte de souveraineté. Car comme l'a dit **Thomas Sankara**: « *Nous devons oser inventer l'avenir.* ». Or, l'avenir n'est pas à subir, il est à bâtir ensemble, dès maintenant !

Documents de références

1. Références institutionnelles et stratégiques

- Plan National du Numérique Horizon 2025, Présidence de la République Démocratique du Congo. Document officiel disponible sur le site de la Présidence
- Rapport d'évaluation à mi-parcours du PNN Horizon 2025, Agence pour le Développement du Numérique (ADN), 2022. Consultable sur le portail de l'ADN

2. Etudes de cas et expériences locales

- La digitalisation des services de l'état civil en RDC : expérience de la zone de santé de N'Sele, UNICEF RDC, 2022. Résumé de l'initiative pilote à Kinshasa
- Projet pilote de numérisation des actes d'état civil à Kinshasa, ACP, 2024. Article de presse sur la mise en œuvre locale
- La digitalisation des services de l'état civil-population en RDC, cas du Nord-Kivu : expériences et réflexions, Goma 2019

3. Documents techniques et opérationnels

- Fiche technique de la Direction de l'Informatique de la DGR-NK sur la gouvernance électronique, DGR-NK, 2021. Présentation du système KODINET et ses impacts fiscaux
- Plan stratégique de maximisation des recettes (PSMR) et gouvernance électronique au Nord-Kivu, DGR-NK, 2021. Analyse comparative des recettes avant/après digitalisation

4. Concertation et participation multi-acteurs

- Termes de Référence (TDR) pour l'atelier de concertation des parties prenantes sur l'adaptation du numérique dans les secteurs clés au Nord-Kivu, Gouvernement provincial, 2023
- Compte rendu de l'atelier de mise en œuvre du programme « Renforcement des compétences administratives et financières au Nord-Kivu », Goma, Mai 2022
- Compte rendu de l'atelier de concertation numérique au Nord-Kivu, Ministère du Numérique, 2024

5. Sources complémentaires

- Fracture numérique en RDC : défis et perspectives, Conseil des ministres, juin 2025. Analyse politique récente sur les enjeux d'inclusion numérique
- Stratégie nationale de cyber sécurité en RDC, Ministère des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PT-NTIC), 2024

Liste de tableau

Tableau 1 : Architecture du système de suivi-évaluation	18
---	----

Table des matières

INTRODUCTION GENERALE	1
Chapitre I : CADRE GENERAL ET ENJEUX DU NUMERIQUE AU NORD-KIVU	2
1.1. Contexte national de transformation numérique.....	2
1.2. Spécificités socio-économiques du Nord-Kivu	3
1.3. Spécificités structurelles du Nord-Kivu à l'ère de la transformation numérique : défis et opportunités.....	3
1.4. Du potentiel technologique à l'impact territorial : enjeux numériques pour le développement provincial.....	4
Chapitre II : DIAGNOSTIC DE L'ECOSYSTEME NUMERIQUE AU NORD-	6
2.1. Infrastructures numériques existantes : connectivité, énergie, équipements.....	6
2.2. Compétences humaines et éducation numérique.....	7
2.3. Acteurs clés : institutions publiques, secteur privé, monde universitaire, société	8
2.4. Freins et défis actuels : fractures numériques, cyber sécurité, accès	9
Chapitre III : ALIGNEMENT STRATEGIQUE AVEC LE PLAN NATIONAL DU	11
3.1. Objectifs du PNN	11
3.2. Mesures prioritaires à territorialiser au Nord-Kivu.....	11
3.3. Principes d'adaptation locale : inclusion, résilience, durabilité	13
Chapitre IV : FEUILLE DE ROUTE PROVINCIALE DE MISE EN ŒUVRE	14
4.1. Vision et axes stratégiques du plan provincial.....	14
4.2. Programmes d'actions sectorielles.....	15
4.3. Mobilisation des ressources : partenariats public-privé, coopération, budget	16
4.4. Suivi-évaluation et indicateurs de performance	17
Chapitre V : PERSPECTIVES POUR UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE ET	19
5.1. Engagements institutionnels durables	19
5.2. Renforcement des capacités et sensibilisation citoyenne	20
5.3. Perspectives d'un Nord-Kivu connecté, inclusif et innovant	20
CONCLUSION GENERALE	22

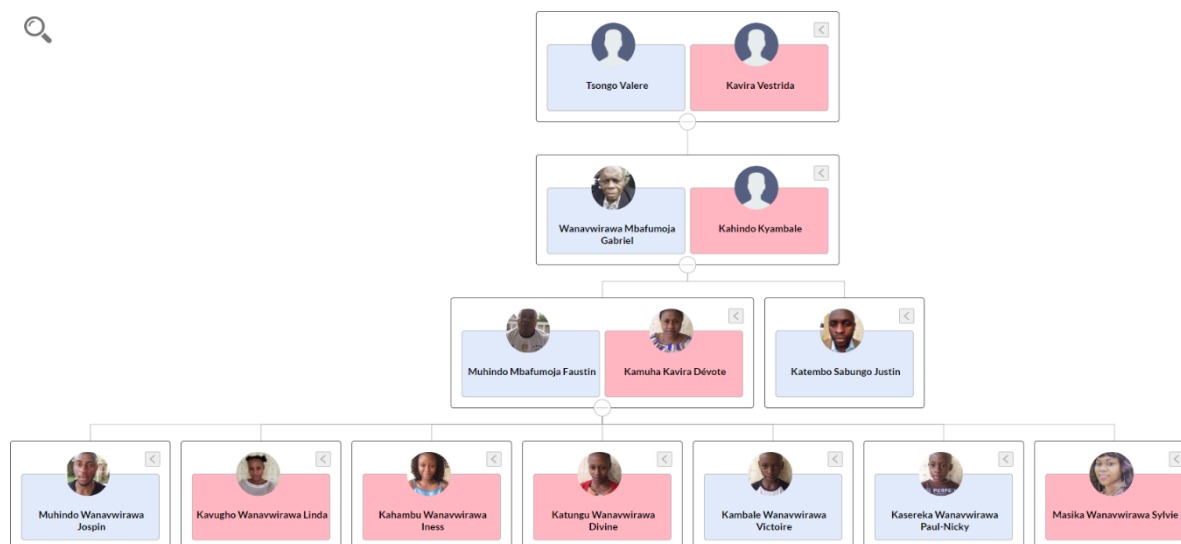
Documents de références.....	23
------------------------------	----

ANNEXES

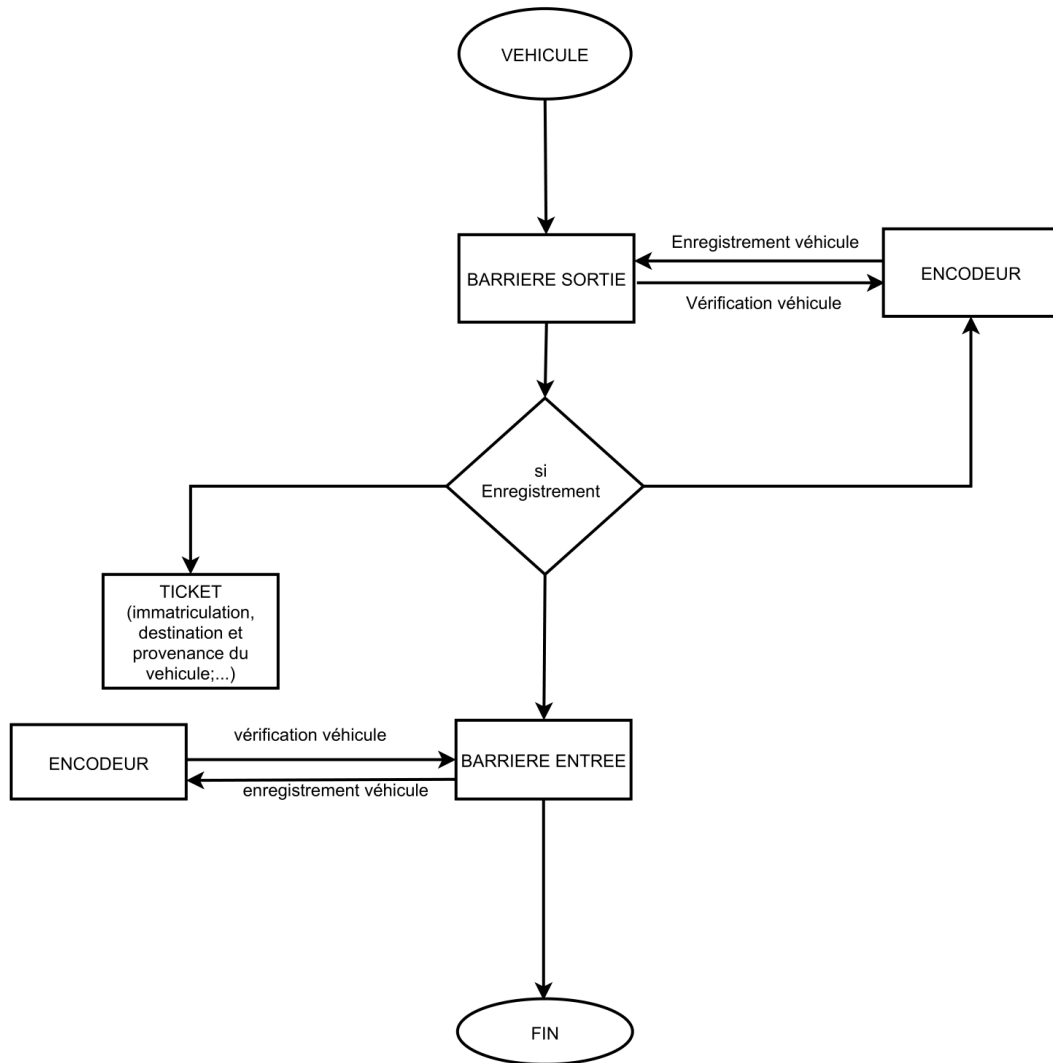
Fiche synthétique d'accompagnement

Elément	Contenu
Vision	Faire du numérique un levier d'inclusion, de résilience et d'innovation au service du développement local
Enjeux identifiés	Fracture numérique, cyber sécurité, accès limité en zones rurales, faible capital humain numérique
Axes prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures numériques de proximité - Compétences et emploi numérique - Gouvernance et services en ligne - Innovation locale et inclusion numérique
Principes directeurs	Accessibilité, inclusion, redevabilité, partenariats multisectoriels, durabilité.
Acteurs clés mobilisés	Institutions publiques, opérateurs télécoms, institutions universitaires, organisations de la société civile, startups, radios communautaires.
Périmètre temporel	2025-2027.
Mode de suivi	Observatoire provincial du numérique, évaluations participatives, diffusion à travers les radios communautaires.

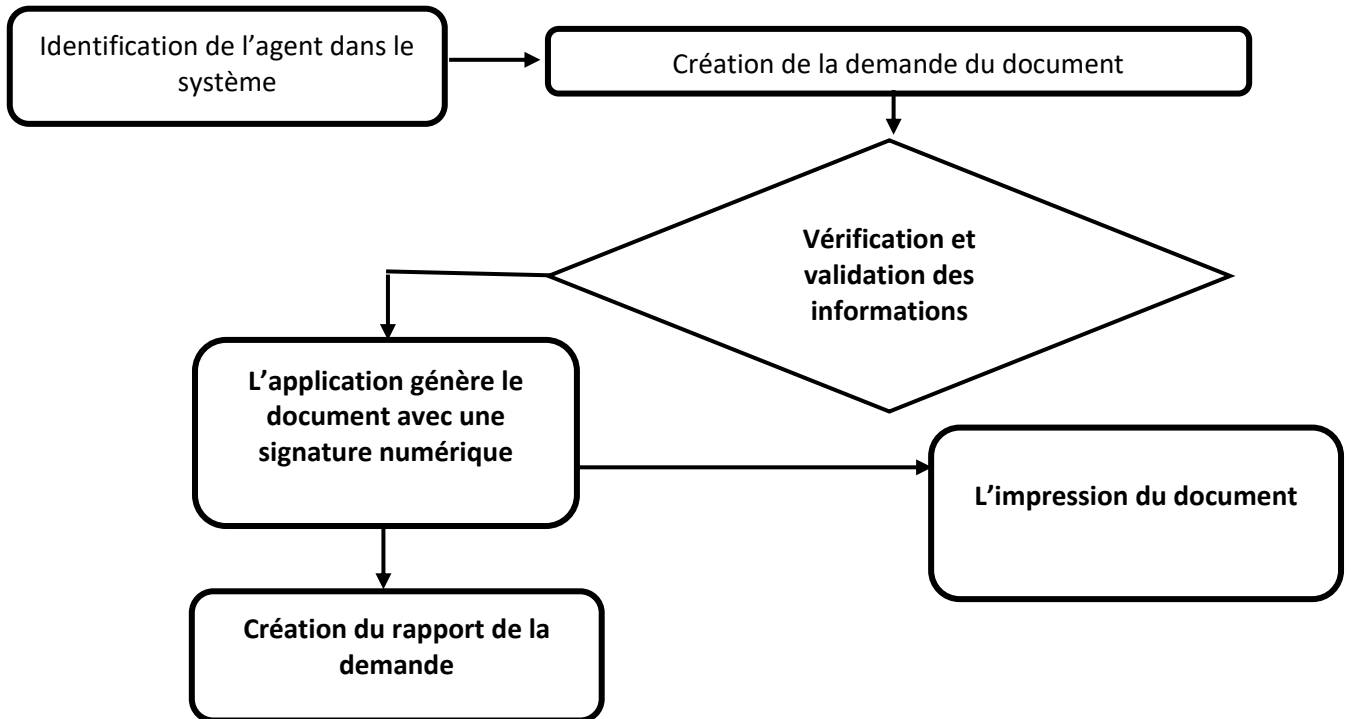
1. Schéma d'enregistrement des faits d'état civil



2. Schéma perception/taxation véhicule par voie digitale (nzela)

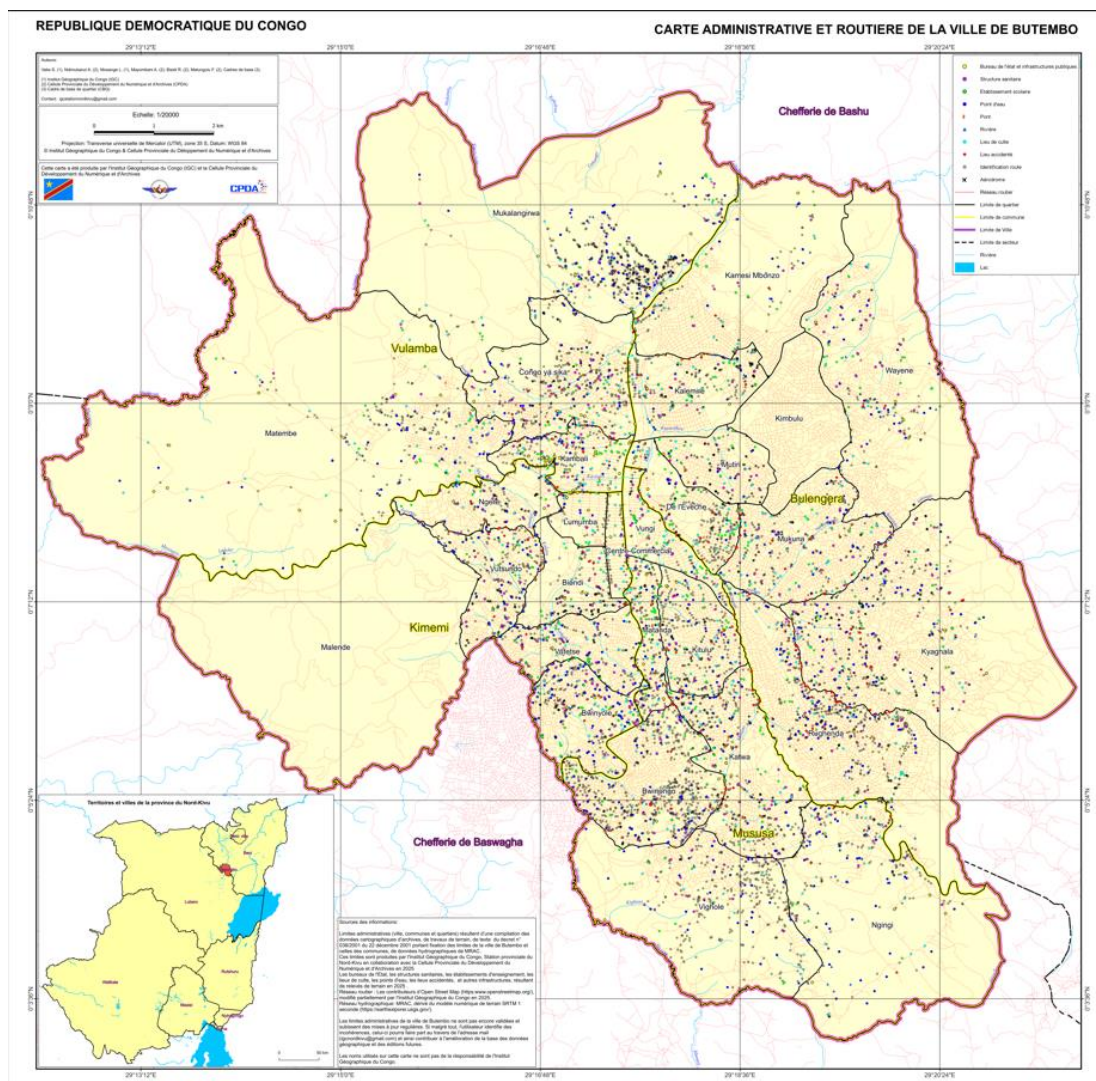


3. Diagramme de flux de processus du programme memoProv



4. Limites administratives de la ville de Beni et de Butembo

A. Ville de BUTEMBO



B. VILLE DE BENI

